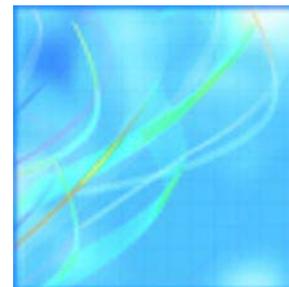


N° 63-270-X au catalogue

Commerce de détail annuel

2012



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à infostats@statcan.gc.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros sans frais suivants :

- Service de renseignements statistiques 1-800-263-1136
- Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629
- Télécopieur 1-877-287-4369

Programme des services de dépôt

- Service de renseignements 1-800-635-7943
- Télécopieur 1-800-565-7757

Comment accéder à ce produit

Le produit n° 63-270-X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca et de parcourir par « Ressource clé » > « Publications ».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « À propos de nous » > « Notre organisme » > « Offrir des services aux Canadiens ».

Commerce de détail annuel

2012

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2014

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada.

<http://www.statcan.gc.ca/reference/licence-fra.html>

Mars 2014

N° 63-270-X au catalogue

ISSN 1918-9982

Périodicité : annuelle

Ottawa

This publication is also available in English.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Information pour l'utilisateur

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié
- * valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence ($p < 0,05$)

Table des matières

Commerce de détail annuel 2012	4
Les magasins à succursales continuent d'accroître leur part de marché	4
Bénéfices d'exploitation	5
Relâchement des marges brutes des détaillants	5
Stabilité des stocks	5
Méthodes de vente	6
Augmentation des recettes d'exploitation dans 8 provinces sur 10	6
Produits connexes	7
Tableaux statistiques	
1 Tableaux sommaires pour le commerce de détails, 2012	9
2 Marge brute et bénéfices d'exploitation pour le commerce de détail	10
2-1 Marge brute	10
2-2 Bénéfices d'exploitation	11
3 Tableaux sommaires pour le commerce de détail hors magasins 2012	12
4 Marge brute et bénéfices d'exploitation pour le commerce de détail hors magasin	12
4-1 Marge brute	12
4-2 Bénéfices d'exploitation	13
Qualité des données, concepts et méthodologie	
Sources de données, définitions et méthodologie	14

Commerce de détail annuel 2012

Les recettes d'exploitation des détaillants en magasin et hors magasin ont augmenté de 2,9 % en 2012 pour atteindre 502,6 milliards de dollars, le plus faible taux de croissance depuis la contraction des recettes en 2009. Des hausses ont été enregistrées dans 10 des 12 sous-secteurs du commerce de détail.

Les marchands de véhicules automobiles et de leurs pièces, les stations-service et les magasins d'alimentation étaient à l'origine de plus de 60 % de la croissance en dollars des recettes d'exploitation totales.

Les marchands de véhicules automobiles et de leurs pièces ont enregistré la plus forte augmentation de leurs recettes d'exploitation, celles-ci progressant de 4,3 % en 2012 pour atteindre 109,1 milliards de dollars. Les concessionnaires d'automobiles neuves, qui représentent 79 % de ce groupe industriel, ont enregistré une hausse de 4,0 % de leurs recettes d'exploitation. Selon *l'Enquête sur les ventes de véhicules automobiles neufs*, 1,7 million d'automobiles neuves ont été vendues en 2012, ce qui représente une hausse de 5,4 % par rapport à l'année précédente.

Les stations-service sont venues au deuxième rang des détaillants ayant le plus contribué à la croissance des recettes d'exploitation totales en 2012 (+4,0 %). Cette hausse en 2012 s'ajoute à la forte augmentation de leurs recettes d'exploitation en 2011 de 17,4 %.

Les recettes d'exploitation des magasins d'alimentation ont augmenté de 1,8 % en 2012. Dans ce sous-secteur, ce sont les supermarchés et autres épiceries (sauf les dépanneurs) qui ont enregistré la plus forte hausse en dollars de leurs recettes d'exploitations (+1,0 %) par rapport à 2011. La deuxième plus forte hausse en dollars de ce sous-secteur provient des magasins de bière, de vin et de spiritueux avec une augmentation de 2,6 %.

Les recettes d'exploitation des détaillants hors magasin ont augmenté de 5,7 % en 2012. Dans ce sous-secteur, les marchands de combustible (+5,2 %) et les entreprises de magasinage électronique et de vente par correspondance (+9,0 %), qui représentent ensemble 97 % de ce groupe industriel, ont enregistré les plus fortes hausses en dollars de leurs recettes d'exploitation.

Les magasins à succursales continuent d'accroître leur part de marché

Les détaillants en magasin (excluant les détaillants hors magasin) sont répartis entre les magasins à succursales et les magasins n'appartenant pas à une chaîne de succursales. Les magasins à succursales, c'est-à-dire les magasins qui exploitent au moins quatre emplacements dans le même groupe industriel et sous la même appartenance juridique, augmentent graduellement leur part de marché, et ce, depuis plus de dix ans.

En Colombie-Britannique, au Manitoba, en Nouvelle-Écosse et en Ontario, les magasins à succursales étaient à l'origine de plus de la moitié des recettes d'exploitation totales du commerce de détail en 2012, ce qui est nettement supérieur à la moyenne nationale, qui est de 48,5 %. C'est au Québec que les magasins à succursales détiennent la plus faible part du commerce de détail (38,5 %).

Les magasins n'appartenant pas à une chaîne de succursales occupaient une place prédominante dans les sous-secteurs des magasins d'aliments et de boissons, des magasins d'appareils électroniques et ménagers et des magasins d'articles de sport, d'articles de passe-temps, d'articles de musique et de livres.

Bénéfices d'exploitation

Les bénéfices d'exploitation des détaillants, exprimés en proportion des recettes d'exploitation, se sont chiffrés à 5,0 % en 2012, ce qui représente le même niveau observé pour les deux années précédentes. Quatre sous-secteurs sur les 12 ont enregistré une hausse, annulant le fléchissement des bénéfices d'exploitation des 8 autres sous-secteurs du commerce de détail en 2012.

La hausse la plus marquée a été affichée par les stations-service, leurs bénéfices d'exploitation en proportion des recettes d'exploitation s'étant établies à 6,7 % en 2012, contre 5,0 % en 2011. Les dépenses d'exploitation totales ont augmenté (+6,4 %), de pair avec un gain des recettes d'exploitation totales (+4,0 %) et du coût des biens vendus (+1,7 %).

À l'opposé, les magasins d'appareils électroniques et ménagers ont enregistré la baisse la plus importante de bénéfices d'exploitation en proportion de leurs recettes d'exploitation, s'établissant à 5,3 % en 2012 comparativement à 6,8 % en 2011. Les dépenses d'exploitation totales ont augmenté (+2,7 %), de pair avec une baisse des coûts des biens vendus (-4,2 %) et des recettes d'exploitation totales (-3,9 %).

Les bénéfices d'exploitation des marchands de matériaux de construction et de matériel et fournitures de jardinage (3,9 %) ont diminué par rapport à l'année précédente (4,7 %), étant donné que le coût des biens vendus et les dépenses d'exploitation totales ont augmenté plus rapidement que les recettes d'exploitation totales.

Dans le cas des magasins de détail divers, ce pourcentage est passé de 6,2 % en 2011 à 5,5 % en 2012.

Relâchement des marges brutes des détaillants

Les marges brutes de l'ensemble des détaillants, exprimées en proportion des recettes d'exploitation, ont légèrement augmenté pour s'établir à 27,2 % en 2012. Le sous-secteur les stations-service est celui où ce ratio a le plus augmenté.

Les marges brutes exprimées en pourcentage des recettes d'exploitation varient substantiellement d'un sous-secteur du commerce de détail à l'autre. Les marges brutes les plus basses sont observées chez les stations-service (15,3 %) et les marchands de véhicules automobiles et de leurs pièces (17,4 %), et les plus élevées, chez les magasins de vêtements et d'accessoires vestimentaires (51,2 %), les magasins de détail divers (43,6 %) et les magasins de meubles et d'accessoires de maison (42,6 %).

Stabilité des stocks

Les détaillants en magasin ont remplacé leurs marchandises 5,7 fois en 2012, maintenant des taux similaires à ceux des deux années précédentes. Les stations-services ont enregistré une légère baisse du taux de remplacement de leurs marchandises, qui a été de 36,6 jours en 2012, contre 37,7 jours en 2011.

Les détaillants en magasin ont déclaré en moyenne 64,8 jours de stocks disponibles, une légère hausse par rapport aux 63,4 jours de l'année précédente. Les plus fortes hausses ont été observées chez les marchands de véhicules automobiles et de leurs pièces ainsi que chez les magasins d'articles de sport, d'articles de passe-temps, d'articles de musique et de livres. En 2012, ces détaillants ont fait état de 90,6 et 160,4 jours de stocks disponibles respectivement, contre 84,0 et 153,8 jours en 2011. De tous les sous-secteurs, c'est celui des magasins de marchandises diverses qui a affiché la baisse la plus importante, avec 62,5 jours de stocks disponibles en 2012 comparativement à 70,6 jours en 2011.

Méthodes de vente

Les détaillants (excluant les détaillants hors magasin) ont eu recours à différentes méthodes pour faire affaire avec leur clientèle. La plus grande partie des recettes des détaillants en 2012 provenaient des ventes en magasin (95,8 %). L'autre 4,2 % des recettes provenaient des ventes par catalogue, correspondance ou par téléphone, par commerce électronique et autres méthodes telles que les foires commerciales, les ventes à domicile et par carte-accès.

Les plus fortes ventes par catalogue, correspondance ou par téléphone en proportion des recettes d'exploitation ont été enregistrées par les magasins de pièces, de pneus et d'accessoires pour véhicules automobiles (9,9 %) et les magasins de détail divers, comme les magasins de fournitures de bureau et de papeterie et les fleuristes (4,8 %).

Augmentation des recettes d'exploitation dans 8 provinces sur 10

Les recettes d'exploitation totales des détaillants en magasin et hors magasin de 8 provinces sur 10 ont été plus élevées en 2012. Plus du tiers de cette croissance est imputable à l'Alberta.

Les détaillants de l'Alberta ont enregistré la plus forte hausse en dollars des recettes d'exploitation (+6,8 %) en 2012. Les bénéfices d'exploitation exprimés en proportion des recettes sont passés à 4,5 %, contre 4,4 % en 2011. En 2012, le ratio des bénéfices d'exploitation est demeuré le moins élevée parmi les provinces et les territoires. Le coût des biens vendus (+6,8 %) a augmenté au même rythme que les recettes d'exploitation.

En 2012, les recettes d'exploitation des détaillants du Québec ont progressé de 2,8 %, soit une deuxième augmentation consécutive de près de 3,0 %. Le ratio des bénéfices d'exploitation était de 4,6 %, en légère hausse par rapport à 4,5 % en 2011. Le coût des biens vendus a augmenté de 2,5 % et les dépenses d'exploitation totales, de 3,7 %.

La hausse de 1,6 % des recettes d'exploitation en Ontario est la plus faible parmi l'ensemble des provinces en 2012. Cette province se classait au deuxième rang pour ce qui est des marges brutes (27,3 %), juste après la Colombie-Britannique (30,0%). Pour ce qui est des bénéfices d'exploitation en proportion des recettes d'exploitation, l'Ontario affiche un 5,0 %, soit un léger gain par rapport à 2011 (4,9 %).

La hausse de 2,3 % des recettes d'exploitation en Colombie-Britannique est la deuxième plus faible parmi l'ensemble des provinces en 2012. Cette province se classait au premier rang pour ce qui est des marges brutes et des bénéfices d'exploitation en proportion des recettes d'exploitation (30,0 % et 5,9 %, respectivement).

Produits connexes

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

080-0011	Enquête annuelle sur commerce de détail, estimations financières par genre de magasin et groupe de commerce fondée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel
080-0012	Enquête annuelle sur le commerce de détail hors magasin, estimations financières par groupe de commerce fondée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel
080-0013	Enquête annuelle sur le commerce de détail hors-magasin, marchandises vendues pour toutes les industries, annuel
080-0023	Enquête annuelle sur commerce de détail, estimations financières par genre de magasin et groupe de commerce fondée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel
080-0025	Enquête annuelle sur le commerce de détail, méthode de vente fondée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) par genre de magasin

Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

2447	Enquête annuelle sur le commerce de détail
2448	Enquête sur le commerce de détail hors magasin

Choisis parmi les tableaux sommaires de Statistique Canada

- *Commerce de détail, statistiques d'exploitation, par provinces et territoires*
- *Industries du commerce de détail hors magasins, statistiques d'exploitation, par province et territoire*
- *Industries du commerce de détail hors magasins, marchandises vendues, par industries*

Tableaux statistiques

Tableau 1
Tableaux sommaires pour le commerce de détails, 2012

	Total des revenus d'exploitation	Total des revenus d'exploitation	Coûts des biens vendus	Total de la rémunération du travail	Total des dépenses d'exploitation ¹
	répartition en pourcentage	en milliers de dollars			
SCIAN - Canada					
Marchands de véhicules automobiles et de leurs pièces[441]	22,5	109 094 842	90 166 707	8 888 334	16 335 300
Marchands d'automobiles neuves[44111]	17,7	86 208 219	73 198 199	6 138 234	11 219 801
Marchands d'automobiles d'occasion[44112]	1,4	6 943 916	5 810 228	430 644	983 459
Marchands d'autres véhicules automobiles[4412]	1,7	8 181 558	6 229 929	935 408	1 727 895
Magasins de pièces, de pneus et d'accessoires pour véhicules automobiles[4413]	1,6	7 761 149	4 928 351	1 384 048	2 404 144
Magasins de meubles et d'accessoires de maison[442]	3,2	15 587 914	8 943 162	2 680 826	6 024 753
Magasins de meubles[4421]	2,0	9 589 287	5 741 509	1 570 197	3 547 036
Magasins d'accessoires de maison[4422]	1,2	5 998 627	3 201 653	1 110 629	2 477 717
Magasin d'appareils électroniques et ménagers[443]	3,3	15 874 013	10 755 183	2 121 322	4 274 057
Marchands de matériaux de construction et de matériel et fournitures de jardinage[444]	6,0	29 062 857	19 362 350	4 705 981	8 555 210
Magasins d'alimentation[445]	22,5	109 075 969	78 339 012	11 907 165	23 194 670
Supermarchés et autres épiceries (sauf les dépanneurs)[44511]	15,7	76 117 190	57 849 898	8 705 024	17 084 279
Dépanneurs[44512]	1,6	7 939 022	6 233 787	587 700	1 397 193
Magasins d'alimentation spécialisés[4452]	1,3	6 132 568	3 848 643	1 085 362	2 062 172
Magasins de bière, de vin et de spiritueux[4453]	3,9	18 887 189	10 406 684	1 529 078	2 651 026
Magasins de produits de santé et de soins personnels[446]	7,6	37 068 254	24 722 748	5 568 147	10 950 365
Stations-service[447]	12,4	60 237 754	51 020 920	1 849 429	5 175 571
Magasins de vêtements et d'accessoires vestimentaires[448]	5,7	27 610 682	13 468 384	5 132 551	12 100 962
Magasins de vêtements[4481]	4,3	21 026 414	10 144 637	3 965 543	9 305 317
Magasins de chaussures[4482]	0,6	3 127 192	1 559 622	570 670	1 386 897
Bijouteries et magasins de bagages et de maroquinerie[4483]	0,7	3 457 076	1 764 126	596 339	1 408 747
Magasins d'articles de sport, d'articles de passe-temps, d'articles de musique et de livres[451]	2,3	11 231 237	6 887 692	1 722 586	3 896 600
Magasins de fournitures de tout genre[452]	12,1	58 657 513	43 102 271	6 275 660	12 509 913
Grands magasins[4521]	5,6	27 039 945	18 547 732	3 267 718	6 764 731
Magasins d'autres fournitures de tout genre[4529]	6,5	31 617 569	24 554 538	3 007 942	5 745 182
Magasins de détail divers[453]	2,5	12 269 576	6 917 256	2 196 206	4 675 272
Commerce de détail[44-45]	100,0	485 770 610	353 685 684	53 048 208	107 692 671
Géographie					
Terre-Neuve-et-Labrador	1,8	8 736 336	6 481 292	938 503	1 782 352
Île-du-Prince-Édouard	0,4	1 985 189	1 465 800	222 716	421 515
Nouvelle-Écosse	2,7	13 081 792	9 601 748	1 446 713	2 819 973
Nouveau-Brunswick	2,2	10 912 883	8 218 430	1 134 233	2 195 277
Québec	22,4	108 714 606	79 791 545	12 355 025	23 970 342
Ontario	35,3	171 381 521	124 604 123	17 867 631	38 122 734
Manitoba	3,6	17 357 474	12 769 881	1 850 320	3 624 204
Saskatchewan	3,7	18 101 500	13 400 335	1 892 642	3 644 993
Alberta	14,7	71 431 539	52 494 375	7 792 169	15 707 580
Colombie-Britannique	12,8	62 174 783	43 529 214	7 314 211	14 956 750
Yukon	0,1	703 939	508 797	78 292	153 232
Territoires du Nord-Ouest	0,2	793 314	549 072	101 102	189 553
Nunavut	0,1	395 736	271 072	54 651	104 167

1. Le total des dépenses d'exploitation exclut le coût des biens vendus

Note(s) : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Tableau 2-1
Marge brute et bénéfices d'exploitation pour le commerce de détail — Marge brute

	Marge brute					
	2010		2011		2012	
	en milliers de dollars	en pourcentage du revenu	en milliers de dollars	en pourcentage du revenu	en milliers de dollars	en pourcentage du revenu
SCIAN - Canada						
Marchands de véhicules automobiles et de leurs pièces[441]	16 938 132	17,1	17 932 119	17,1	18 928 135	17,4
Marchands d'automobiles neuves[44111]	11 748 434	14,9	12 448 030	15,0	13 010 020	15,1
Marchands d'automobiles d'occasion[44112]	1 038 023	15,9	1 095 602	16,0	1 133 688	16,3
Marchands d'autres véhicules automobiles[4412]	1 753 682	23,6	1 758 056	23,5	1 951 629	23,9
Magasins de pièces, de pneus et d'accessoires pour véhicules automobiles[4413]	2 397 993	35,9	2 630 432	35,7	2 832 798	36,5
Magasins de meubles et d'accessoires de maison[442]	6 570 625	42,2	6 595 290	42,5	6 644 752	42,6
Magasins de meubles[4421]	3 915 690	40,5	3 856 472	40,2	3 847 778	40,1
Magasins d'accessoires de maison[4422]	2 654 935	45,1	2 738 817	46,4	2 796 974	46,6
Magasin d'appareils électroniques et ménagers[443]	4 725 134	29,8	5 286 219	32,0	5 118 830	32,2
Marchands de matériaux de construction et de matériel et fournitures de jardinage[444]	9 539 619	33,5	9 507 389	33,6	9 700 507	33,4
Magasins d'alimentation[445]	29 752 102	28,0	30 058 929	28,1	30 736 957	28,2
Supermarchés et autres épiceries (sauf les dépanneurs)[44511]	18 186 295	24,1	17 963 655	23,9	18 267 292	24,0
Dépanneurs[44512]	1 604 060	21,0	1 638 832	21,7	1 705 235	21,5
Magasins d'alimentation spécialisés[4452]	2 052 359	36,0	2 142 126	36,6	2 283 925	37,2
Magasins de bière, de vin et de spiritueux[4453]	7 909 388	45,1	8 314 318	45,2	8 480 505	44,9
Magasins de produits de santé et de soins personnels[446]	10 919 874	31,7	11 621 271	32,5	12 345 506	33,3
Stations-service[447]	7 437 803	15,0	7 769 684	13,4	9 216 834	15,3
Magasins de vêtements et d'accessoires vestimentaires[448]	13 252 196	51,6	13 604 207	51,1	14 142 298	51,2
Magasins de vêtements[4481]	10 202 289	52,1	10 431 132	51,5	10 881 777	51,8
Magasins de chaussures[4482]	1 525 190	50,5	1 548 555	50,3	1 567 570	50,1
Bijouteries et magasins de bagages et de maroquinerie[4483]	1 524 717	49,1	1 624 520	49,8	1 692 950	49,0
Magasins d'articles de sport, d'articles de passe-temps, d'articles de musique et de livres[451]	4 348 943	38,5	4 298 402	38,2	4 343 545	38,7
Magasins de fournitures de tout genre[452]	14 762 607	27,0	15 609 908	27,5	15 555 242	26,5
Grands magasins[4521]	x	x	8 729 324	32,3	8 492 213	31,4
Magasins d'autres fournitures de tout genre[4529]	x	x	6 880 585	23,1	7 063 031	22,3
Magasins de détail divers[453]	5 249 901	44,0	5 284 574	44,2	5 352 320	43,6
Commerce de détail[44-45]	123 496 934	27,3	127 567 991	27,0	132 084 926	27,2
Géographie						
Terre-Neuve-et-Labrador	2 025 099	25,6	2 120 246	25,4	2 255 044	25,8
Île-du-Prince-Édouard	500 152	27,1	498 376	26,3	519 389	26,2
Nouvelle-Écosse	3 469 963	27,2	3 449 916	26,2	3 480 044	26,6
Nouveau-Brunswick	2 696 905	25,2	2 697 898	24,2	2 694 453	24,7
Québec	27 001 050	26,5	27 913 775	26,4	28 923 061	26,6
Ontario	44 417 243	27,4	45 423 500	26,9	46 777 398	27,3
Manitoba	4 269 142	26,6	4 474 159	26,4	4 587 593	26,4
Saskatchewan	4 090 254	25,6	4 373 454	25,9	4 701 165	26,0
Alberta	16 605 608	26,6	17 705 297	26,5	18 937 164	26,5
Colombie-Britannique	17 887 209	30,0	18 351 907	30,2	18 645 569	30,0
Yukon	182 800	28,8	192 145	27,8	195 142	27,7
Territoires du Nord-Ouest	225 393	31,0	233 084	30,7	244 242	30,8
Nunavut	126 115	35,4	134 235	35,3	124 664	31,5

Note(s) : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Tableau 2-2
Marge brute et bénéfices d'exploitation pour le commerce de détail — Bénéfices d'exploitation

	Bénéfices d'exploitation					
	2010		2011		2012	
	en milliers de dollars	en pourcentage du revenu	en milliers de dollars	en pourcentage du revenu	en milliers de dollars	en pourcentage du revenu
SCIAN - Canada						
Marchands de véhicules automobiles et de leurs pièces[441]	1 970 033	2,0	2 377 632	2,3	2 592 835	2,4
Marchands d'automobiles neuves[44111]	1 350 694	1,7	1 636 084	2,0	1 790 219	2,1
Marchands d'automobiles d'occasion[44112]	132 385	2,0	143 300	2,1	150 229	2,2
Marchands d'autres véhicules automobiles[4412]	230 798	3,1	230 668	3,1	223 734	2,7
Magasins de pièces, de pneus et d'accessoires pour véhicules automobiles[4413]	256 156	3,8	367 580	5,0	428 654	5,5
Magasins de meubles et d'accessoires de maison[442]	867 415	5,6	670 812	4,3	619 999	4,0
Magasins de meubles[4421]	522 629	5,4	359 725	3,7	300 742	3,1
Magasins d'accessoires de maison[4422]	344 786	5,9	311 086	5,3	319 257	5,3
Magasin d'appareils électroniques et ménagers[443]	645 612	4,1	1 126 243	6,8	844 773	5,3
Marchands de matériaux de construction et de matériel et fournitures de jardinage[444]	1 575 722	5,5	1 319 838	4,7	1 145 297	3,9
Magasins d'alimentation[445]	7 585 403	7,1	7 773 062	7,3	7 542 287	6,9
Supermarchés et autres épiceries (sauf les dépanneurs)[44511]	1 615 768	2,1	1 442 037	1,9	1 183 013	1,6
Dépanneurs[44512]	272 834	3,6	343 421	4,6	308 042	3,9
Magasins d'alimentation spécialisés[4452]	218 161	3,8	208 529	3,6	221 753	3,6
Magasins de bière, de vin et de spiritueux[4453]	5 478 639	31,2	5 779 077	31,4	5 829 479	30,9
Magasins de produits de santé et de soins personnels[446]	1 223 681	3,6	1 270 715	3,6	1 395 141	3,8
Stations-service[447]	2 603 336	5,3	2 904 262	5,0	4 041 263	6,7
Magasins de vêtements et d'accessoires vestimentaires[448]	2 191 506	8,5	2 017 590	7,6	2 041 336	7,4
Magasins de vêtements[4481]	1 717 320	8,8	1 546 416	7,6	1 576 460	7,5
Magasins de chaussures[4482]	218 886	7,2	166 514	5,4	180 673	5,8
Bijouteries et magasins de bagages et de maroquinerie[4483]	255 300	8,2	304 660	9,3	284 203	8,2
Magasins d'articles de sport, d'articles de passe-temps, d'articles de musique et de livres[451]	453 819	4,0	420 011	3,7	446 945	4,0
Magasins de fournitures de tout genre[452]	2 923 661	5,3	3 200 854	5,6	3 045 329	5,2
Grands magasins[4521]	x	x	1 943 519	7,2	1 727 482	6,4
Magasins d'autres fournitures de tout genre[4529]	x	x	1 257 336	4,2	1 317 849	4,2
Magasins de détail divers[453]	726 328	6,1	736 112	6,2	677 048	5,5
Commerce de détail[44-45]	22 766 513	5,0	23 817 128	5,0	24 392 255	5,0
Géographie						
Terre-Neuve-et-Labrador	416 208	5,3	458 023	5,5	472 692	5,4
Île-du-Prince-Édouard	113 698	6,2	112 869	6,0	97 874	4,9
Nouvelle-Écosse	755 435	5,9	703 764	5,3	660 071	5,0
Nouveau-Brunswick	566 985	5,3	572 849	5,1	499 176	4,6
Québec	4 752 676	4,7	4 789 288	4,5	4 952 719	4,6
Ontario	8 034 480	5,0	8 304 039	4,9	8 654 664	5,0
Manitoba	876 615	5,5	884 608	5,2	963 389	5,6
Saskatchewan	869 040	5,4	970 982	5,7	1 056 172	5,8
Alberta	2 627 202	4,2	2 969 577	4,4	3 229 584	4,5
Colombie-Britannique	3 640 007	6,1	3 925 999	6,5	3 688 819	5,9
Yukon	34 805	5,5	40 278	5,8	41 910	6,0
Territoires du Nord-Ouest	49 570	6,8	52 480	6,9	54 689	6,9
Nunavut	29 791	8,4	32 374	8,5	20 497	5,2

Note(s) : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Tableau 3
Tableaux sommaires pour le commerce de détail hors magasins 2012

		Total des revenus d'exploitation	Coûts des biens vendus	Total de la rémunération du travail	Total des dépenses d'exploitation ¹
	répartition en pourcentage	milliers de dollars			
Industrie - Canada					
Entreprise de télémagasinage et de vente par correspondance	28,5	4 814 150	2 967 391	530 889	1 731 205
Exploitants de distributeurs automatiques	3,7	616 127	292 271	134 598	278 070
Marchands de combustible	58,5	9 867 672	8 603 581	514 224	1 127 064
Autres établissements de vente directe	9,3	1 577 694	800 896	284 163	675 483
Total de toutes les activités	100,0	16 875 643	12 664 139	1 463 874	3 811 822
Géographie					
Terre-Neuve-et-Labrador	2,5	415 204	354 562	23 524	51 759
Ile-du-Prince-Édouard	1,5	247 455	208 354	12 595	29 666
Nouvelle-Écosse	4,6	783 717	656 379	45 925	114 784
Nouveau-Brunswick	3,2	546 894	462 437	31 321	77 371
Québec	16,1	2 724 954	2 073 986	214 142	579 528
Ontario	43,5	7 339 329	5 256 580	687 684	1 940 401
Manitoba	3,9	652 214	488 439	69 703	142 084
Saskatchewan	4,9	833 485	699 668	53 893	118 557
Alberta	9,6	1 625 379	1 253 302	167 713	328 337
Colombie-Britannique	9,1	1 531 307	x	147 451	397 756
Yukon	x	x	x	x	x
Territoires du Nord-Ouest	0,6	92 848	x	x	x
Nunavut	x	x	x	x	4 822

1. Le total des dépenses d'exploitation exclut le coût des biens vendus

Note(s) : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Tableau 4-1
Marge brute et bénéfices d'exploitation pour le commerce de détail hors magasin — Marge brute

	Marge brute					
	2010		2011		2012	
	en milliers de dollars	en pourcentage du revenu	en milliers de dollars	en pourcentage du revenu	en milliers de dollars	en pourcentage du revenu
Industrie - Canada						
Entreprise de télémagasinage et de vente par correspondance	1 480 413	39,2	1 663 937	37,7	1 846 759	38,4
Exploitants de distributeurs automatiques	317 875	53,5	322 501	52,4	323 856	52,6
Marchands de combustible	1 269 864	16,5	1 340 220	14,3	1 264 091	12,8
Autres établissements de vente directe	711 765	51,5	780 643	50,4	776 798	49,2
Total de toutes les activités	3 779 915	28,1	4 107 299	25,7	4 211 504	25,0
Géographie						
Terre-Neuve-et-Labrador	x	x	61 048	14,8	60 642	14,6
Ile-du-Prince-Édouard	x	x	35 651	15,9	39 101	15,8
Nouvelle-Écosse	143 885	20,7	135 917	17,5	127 338	16,2
Nouveau-Brunswick	89 272	20,9	82 987	16,3	84 457	15,4
Québec	596 308	26,5	642 917	24,1	650 968	23,9
Ontario	1 846 433	31,5	1 999 772	29,1	2 082 749	28,4
Manitoba	173 002	27,8	198 415	28,3	163 775	25,1
Saskatchewan	120 458	18,6	130 290	16,5	133 817	16,1
Alberta	307 822	26,7	359 777	24,0	372 077	22,9
Colombie-Britannique	371 098	32,2	421 295	31,1	x	x
Yukon	x	x	x	x	x	x
Territoires du Nord-Ouest	x	x	x	x	x	x
Nunavut	x	x	x	x	x	x

Note(s) : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Tableau 4-2
Marge brute et bénéfices d'exploitation pour le commerce de détail hors magasin — Bénéfices d'exploitation

	Bénéfices d'exploitation					
	2010		2011		2012	
	en milliers de dollars	en pourcentage du revenu	en milliers de dollars	en pourcentage du revenu	en milliers de dollars	en pourcentage du revenu
Industrie - Canada						
Entreprise de télémagasinage et de vente par correspondance	66 464	1,8	62 386	1,4	115 554	2,4
Exploitants de distributeurs automatiques	36 184	6,1	37 110	6,0	45 786	7,4
Marchands de combustible	223 732	2,9	213 459	2,3	137 027	1,4
Autres établissements de vente directe	96 234	7,0	102 264	6,6	101 315	6,4
Total de toutes les activités	422 612	3,1	415 217	2,6	399 682	2,4
Géographie						
Terre-Neuve-et-Labrador	x	x	9 839	2,4	8 883	2,1
Ile-du-Prince-Édouard	x	x	3 985	1,8	9 435	3,8
Nouvelle-Écosse	27 134	3,9	17 777	2,3	12 554	1,6
Nouveau-Brunswick	14 831	3,5	5 493	1,1	7 086	1,3
Québec	61 182	2,7	63 858	2,4	71 440	2,6
Ontario	133 551	2,3	147 197	2,1	142 348	1,9
Manitoba	23 145	3,7	27 599	3,9	21 691	3,3
Saskatchewan	15 038	2,3	18 208	2,3	15 260	1,8
Alberta	77 726	6,7	59 026	3,9	43 740	2,7
Colombie-Britannique	47 638	4,1	56 255	4,2	x	x
Yukon	x	x	x	x	x	x
Territoires du Nord-Ouest	x	x	x	x	x	x
Nunavut	x	x	x	x	x	x

Note(s) : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Sources de données, définitions et méthodologie

Aperçu

L'Enquête annuelle sur le commerce de détail et l'Enquête annuelle sur le commerce de détail hors magasin mesure les caractéristiques financières et d'exploitation des détaillants sur une base annuelle au Canada.

Les données des enquêtes renseignent sur les recettes, les dépenses et les stocks. Ces données sont utilisées par tous les paliers de gouvernement, les organismes gouvernementaux, le secteur du commerce de détail et les particuliers afin d'évaluer les tendances dans ce secteur, d'en mesurer le rendement, d'établir des données repères et d'étudier la structure évolutive du secteur du commerce de détail. Ces renseignements sont également des données d'entrée essentielles qui permettent de mesurer les marges brutes dans le système canadien de comptabilité nationale (SCCN).

Sauf dans les cas suivants, les activités de vente au détail par Internet sont incluses dans l'Enquête annuelle sur le commerce de détail :

- si le détaillant comptabilise et déclare ses ventes en magasin et ses ventes par Internet en tant qu'activités distinctes, les ventes en magasin font partie des estimations de l'Enquête annuelle sur le commerce de détail et les ventes par Internet font partie des estimations de l'Enquête annuelle sur le commerce de détail hors magasin
- les ventes au détail faites par Internet, dans les cas où il s'agit d'une activité exclusive, sont toujours incluses dans l'Enquête annuelle sur le commerce de détail hors magasin
- les achats faits par Internet sur un site de vente au détail non canadien sont toujours exclus des estimations.

Population cible

La population cible pour l'Enquête annuelle sur le commerce de détail comprend tous les établissements de détail exploités au Canada pendant au moins un jour durant l'année entre janvier et décembre.

La population observée comprend tous les établissements statistiques dont le code du SCIAN varie de 441 à 453 dans le Registre des entreprises de Statistique Canada, ainsi que les petites entreprises individuelles qui ne sont pas comprises dans le Registre des entreprises et qui sont classées dans le secteur du commerce de détail.

La population cible pour l'Enquête annuelle sur le commerce de détail hors magasin est l'ensemble des établissements de commerce de détail hors magasin qui ont été actifs au Canada pendant une journée au moins entre janvier et décembre.

La population enquêtée comprend tous les établissements statistiques qui font partie du Registre des entreprises de Statistique Canada et dont le code du Système de Classification des Industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) est 454 (c'est-à-dire le secteur du commerce de détail hors magasin). Les entreprises de vente directe et les exploitants de distributrices sont exclus dans la population cible de l'enquête.

Définitions

« **Magasin de détail à succursales** » s'entend d'une organisation exploitant quatre points de vente ou plus de la même propriété juridique dans une même classe industrielle, et ce, en tout temps durant l'année d'enquête.

Un **magasin ne faisant pas partie de chaînes** consiste en une « franchise » ou un « magasin indépendant » exploitant moins de quatre points de vente de la même propriété juridique dans une même classe industrielle, et ce, en tout temps durant l'année d'enquête.

Une **franchise** est une personne, un groupe de personnes, une société de personnes ou une société constituée qui s'est vu accorder un privilège contractuel lui permettant de vendre un produit, d'utiliser un nom commercial ou de fournir un service sur un territoire déterminé ou d'une manière déterminée.

Un **magasin indépendant** est un établissement non franchisé exploitant moins de quatre points de vente.

Les **ventes de biens achetés pour la revente** font référence aux ventes totales de biens achetés pour la revente, moins les rendus, les ajustements et les rabais. La valeur des reprises n'est pas déduite. La valeur des ventes des reprises et des pièces utilisées pour la réparation est incluse. La taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH) et toutes les autres taxes de vente perçues sont exclues.

Les **revenus de commissions provenant de la vente de biens** sont les revenus totaux bruts de commissions provenant de la vente de biens pour le compte de tiers. Ils comprennent les revenus de commissions provenant de concessions.

Les **revenus de commissions provenant de la vente de services** sont les revenus totaux bruts de commissions provenant de la vente de services pour le compte de tiers (vente de billets de loterie et d'autobus, de cartes téléphoniques, etc.).

Les **ventes de biens fabriqués** sont les ventes de biens produits par l'unité commerciale.

Les **revenus de la main-d'oeuvre pour les réparations et l'entretien** correspondent au revenu de la main-d'oeuvre provenant d'installations ainsi que de travaux de réparation et d'entretien. Les pièces utilisées sont exclues de ces revenus, mais elles sont comprises dans les ventes de biens achetés pour la revente.

Les **revenus de la location et du crédit-bail de biens** sont les revenus tirés de la location ou du crédit-bail de biens et d'équipement, comme des vidéos, des ordinateurs et des outils.

Les **revenus de location de biens immobiliers** sont les revenus tirés de la location ou du crédit-bail de propriétés appartenant à cette unité commerciale.

Les **autres revenus d'exploitation** comprennent les subventions d'exploitation et les autres types de revenus non déclarés ailleurs dans le questionnaire. Les intérêts et les dividendes sont exclus de ces revenus, mais ils sont compris dans les revenus non liés à l'exploitation.

Le **total des revenus d'exploitation** correspond à la somme des ventes de biens achetés pour la revente, des revenus de commissions, des ventes de biens produits, des revenus de réparation et d'entretien, des revenus de location et de crédit-bail et des autres revenus d'exploitation.

Par **stocks** on entend la valeur des stocks appartenant à cette unité commerciale, qui sont gardés pour la revente dans des établissements et des entrepôts au Canada ou à l'extérieur du Canada. Cela comprend les stocks en transit ou en consignation. Les stocks gardés en consignation pour autrui sont exclus. Les données sur les stocks sont déclarées selon leur valeur comptable (c.-à-d. le montant inscrit dans les livres comptables). Les stocks comprennent les marchandises découlant de toute activité secondaire de fabrication.

Les **achats** correspondent à la valeur des achats totaux nets de biens (valeur brute moins les retours, les rajustements et les remises) au prix à la livraison (y compris les frais de transport à l'achat, les assurances, les droits d'importation et d'autres coûts particuliers connexes). Sont inclus les biens neufs et d'occasion achetés pour la revente, ainsi que les coûts de main-d'oeuvre directs et les autres coûts directs des unités commerciales qui ont des activités secondaires de fabrication.

Le **coût des biens vendus** correspond à la valeur au prix coûtant des biens vendus prise en compte dans les revenus au cours de la période de déclaration. Elle est déterminée de la façon suivante : valeur des stocks d'ouverture + achats - valeur des stocks de fermeture.

La **marge bénéficiaire brute** correspond à la différence entre le total des revenus d'exploitation et le coût des biens vendus.

Les **salaires et traitement des employés** correspondent au total des salaires et traitements versés à tous les employés pendant l'année (y compris le personnel du siège social et de l'entrepôt), avant retenues au titre de l'impôt sur le revenu, de l'assurance-emploi, de la sécurité sociale, etc. Sont exclus tous les paiements et toutes les dépenses liés à des contrats de l'extérieur et à des bureaux de placement ou à des services de location de personnel.

La **part des avantages sociaux versée par l'employeur** correspond à la partie des dépenses de l'employeur au titre des régimes d'assurance-maladie, d'assurance-vie et d'assurance dentaire, des cotisations au RRQ/RPC, des pensions, des indemnités pour accident du travail, des cotisations à l'assurance-emploi et des allocations de retraite ou paiements forfaitaires versés aux employés au moment de la cessation d'emploi ou de la mise à la retraite. Les cotisations sociales aux régimes provinciaux de santé et d'éducation sont exclues et déclarées à la rubrique « Toutes les autres dépenses d'exploitation ».

Le **total de la rémunération du travail** correspond à la somme des salaires et traitements des employés, à laquelle s'ajoute la part des avantages sociaux versée par l'employeur.

Les **frais de location et de crédit-bail** comprennent la location de locaux à bureaux ou d'autres biens immobiliers, de véhicules automobiles (sans chauffeur), d'autres matériel et outillage (sans opérateur) et d'ordinateurs et de périphériques (sans opérateur).

Les frais de **publicité et promotion** comprennent les services de publicité (la planification, la création et le placement) et l'achat d'espace publicitaire ou de temps d'antenne.

Les **frais d'amortissement et de dépréciation** couvrent les immobilisations, les actifs incorporels et les contrats de location-acquisition.

Le **total des dépenses d'exploitation** comprend toutes les dépenses, comme celles liées à la main-d'oeuvre, à la location et au crédit-bail, à la publicité, à l'amortissement et à la dépréciation, aux frais de gestion, etc. Les dépenses liées aux intérêts sont exclues.

Le **bénéfice d'exploitation** est calculé en soustrayant les dépenses d'exploitation totales et le coût des biens vendus des recettes d'exploitation.

Échantillonnage

· L'Enquête annuelle sur le commerce de détail

Il s'agit d'une enquête transversale par échantillon.

Afin de réduire le fardeau des répondants et de produire des données fiables, des seuils d'exclusion fondés sur les dimensions industrielles, provinciales et en matière de taille sont appliqués. Les données administratives (fiscales) servent à produire des estimations pour les petites entreprises situées sous les seuils établis et les données pour les établissements de détail qui se situent au-dessus des seuils établis sont recueillies dans les questionnaires pour la plupart, mais parfois elles sont aussi directement remplacées par les données administratives (fiscales).

Avant d'effectuer la sélection de l'échantillon, la population à observer est répartie dans des cellules qui représentent les dimensions provinciales, industrielles et en matière de taille établie. Les établissements dans la population observée sont tout d'abord stratifiés suivant la province ou le territoire ainsi que la classification industrielle du SCIAN, c'est-à-dire les classes à quatre chiffres du SCIAN qui sont mutuellement exclusives, chacune représentant des entreprises similaires.

Dans chaque province ou territoire, suivant la classification du SCIAN, quatre strates de taille ont été créées afin de regrouper les entreprises de taille similaire. Les limites ont été déterminées en se fondant sur les recettes estimatives globales des entreprises. Les groupes qui ont ainsi été créés sont compris dans une strate à tirage complet des plus grandes entreprises (toutes comprises dans l'échantillon), deux strates à tirage partielles (desquels des échantillons représentatifs sont tirés), et une strate à tirage nul (qui comprend les petites entreprises qui ne peuvent être échantillonnées). Les limites ou les seuils optimaux des strates sont établis afin de réduire la taille globale de l'échantillon. Il doit être noté que les magasins de détail à succursales (se définissant comme étant une organisation exploitant quatre points de vente ou plus de la même propriété juridique dans une même classe industrielle, et ce, en tout temps durant l'année d'enquête) sont tous inclus dans une strate à tirage complet (recensement).

Une fois terminé le processus de sélection de l'échantillon, les données pour les strates à tirage complet et à tirage partiel sont recueillies par le biais des questionnaires. Cependant, pour 55% des entreprises « simples » sélectionnées, c'est-à-dire, celles qui exploitent dans une seule province et gèrent toutes ses activités dans la même industrie, sous la même entité juridique, les données fiscales seront utilisées. Pour ce qui est des unités qui appartiennent à la strate à tirage nul, un échantillon de renseignements administratifs (fiscaux) sont utilisés pour recueillir des renseignements financiers choisis.

Toutes les unités échantillonnées sont assorties d'un poids d'échantillonnage. Le poids initial est égal à l'inverse de la probabilité initiale de sélection qui est assignée à chaque unité. Le poids d'échantillonnage est un facteur d'extension qui est attribué à chaque unité échantillonnée de façon à obtenir des estimations pour la population. À titre d'exemple, si deux unités sont choisies de façon aléatoire et elles présentent une probabilité égale à celle d'une population de dix unités, alors chaque unité sélectionnée représente cinq unités de la population, et un poids d'échantillonnage de cinq lui est associé. Au moment de produire les résultats d'enquête, ces poids seront ajustés afin de bien correspondre aux caractéristiques se rapportant à la population de l'industrie.

- L'Enquête annuelle sur le commerce de détail hors magasin

Il s'agit d'un recensement avec plan transversal.

Les données sont recueillies pour toutes les unités de la population donc aucun échantillonnage n'est fait.

Sources des données

Il s'agit d'une enquête à participation obligatoire. Les données sont obtenues directement auprès des répondants et sont tirées de fichiers administratifs.

Une partie importante des données d'enquêtes proviennent directement des répondants. Cependant, dans le but de réduire le fardeau de réponse, un programme de remplacement par les données fiscales a été mis en place en 2002. Les données d'enquêtes sont ainsi directement tirées de fichiers administratifs au lieu d'être collectées auprès des répondants.

Exactitude des données

Bien que des efforts considérables soient déployés afin d'assurer l'observation de normes rigoureuses à toutes les étapes de la collecte et du traitement, les estimations produites renferment inévitablement certaines erreurs hors sondage, qui ne sont pas dues à l'échantillonnage et qui peuvent se produire pour différentes raisons. Par exemple, les non-réponses sont une importante source d'erreurs hors sondage. La couverture de la population, l'interprétation divergente des questions, les renseignements incorrects indiqués par les répondants, et les erreurs au moment de la saisie, du codage et du traitement des données sont d'autres exemples d'erreurs hors sondage.

Des mesures comme le taux de réponse (la proportion des unités de l'échantillon dont la réponse parvient dans le délai stipulé) et la fraction de réponse (la proportion de l'estimation qui s'appuie sur les données réellement déclarées) peuvent servir d'indicateurs de l'importance des erreurs non liées à l'échantillonnage.

L'erreur liée à l'échantillonnage peut être mesurée à l'aide de l'erreur-type (ou écart-type) de l'estimation. Le coefficient de variation (CV) est l'estimation du pourcentage d'erreur-type de l'estimation de l'enquête. Les estimations ayant un CV plus petit sont plus fiables que les estimations ayant un CV plus grand.